

02 – 2026

ENQUÊTE

En bande organisée ?

Radiographie des étudiants

d'Aix Marseille Université

-Antoine Bristielle (coord.)
-Éric Berton
-Dorian Dreuil
-Nicola Gaddoni

amU Aix
Marseille
Université



Fondation
Jean Jaurès
EDITIONS

Méthodologie de l'enquête

L'enquête « Les étudiants d'Aix Marseille Université et l'engagement » a été menée par l'Ifop pour Aix Marseille Université et la Fondation Jean-Jaurès. La consultation a été conduite auprès des étudiants de l'Université Aix Marseille sur la base d'un dispositif d'enquête combinant diffusion large et rigueur statistique. Au total, 5 190 étudiants ont participé à l'enquête selon deux modalités complémentaires : d'une part, un envoi par courrier électronique adressé à l'ensemble des étudiants inscrits à l'université ; d'autre part, un accès libre au questionnaire *via* un lien associé à un QR code, mis à disposition dans les locaux universitaires.

À l'issue du processus de collecte et de vérification, 3 899 réponses complètes et exploitables ont été retenues pour l'analyse et le traitement des données présentées dans cette étude.

La représentativité de l'échantillon a été garantie par une double approche méthodologique, articulant un contrôle en amont et un ajustement en aval. En amont, le recours à une méthode d'échantillonnage

aléatoire, fondée sur une base de sondage exhaustive des étudiants inscrits, a permis d'assurer à chaque individu une probabilité égale d'être inclus dans l'enquête. Cette procédure constitue un gage essentiel de validité statistique, en limitant les biais de sélection et en favorisant une représentation fidèle de la diversité des profils étudiants.

En aval, les données brutes ont fait l'objet d'un redressement statistique selon des critères de sexe, d'âge et de campus, établis à partir des statistiques de référence fournies par l'administration universitaire. Ce redressement vise à corriger les éventuels déséquilibres résiduels de l'échantillon et à renforcer la comparabilité entre les résultats de l'enquête et la population étudiante de référence.

Les entretiens ont été réalisés au moyen d'un questionnaire auto-administré en ligne, accessible du 24 novembre au 22 décembre 2025. Ce mode de recueil a permis de concilier accessibilité pour les répondants, homogénéité du dispositif d'enquête et fiabilité des données collectées.

Introduction

Demain c'est (pas) loin Ce que veut la jeunesse

– Éric Berton

Président d'Aix Marseille Université

Notre démarche partait d'un constat simple et d'une intuition : la jeunesse, nous la voyons tous les jours, sur nos campus, dans nos amphis... Nous voyons la multitude de combats qu'elle mène, y compris le combat pour sa propre vie, pour avoir les conditions de mener à bien ses études. La jeunesse d'Aix Marseille Université est attentive à son environnement local, national et international.

Dans le même temps, nous sommes également témoins d'une désaffection du politique, du vote, et d'une rupture de dialogue entre les jeunes et nos représentants. Et dans cette période en proie à tant d'instabilités, où les repères volent en éclats, les coupables sont tout trouvés : écrans, réseaux sociaux, jeux vidéo...

Pour autant, avant la crise liée à la pandémie de Covid-19, nous avions collectivement été saisis par un mouvement spontané, massif et durable de la jeunesse mondiale pour défendre l'environnement et le climat. Des « marches pour le climat » hebdomadaires et mondiales, accompagnées de grèves scolaires #FridaysForFuture ont participé à la prise de conscience collective de l'urgence du problème en l'installant au cœur des priorités politiques. Ces manifestations ont commencé en 2019, soit quatre ans après les accords de Paris présentés comme historiques.

On devine ici les prémisses de nouvelles formes d'engagement, plus directs. Et sans doute déjà les prémisses du décalage entre politiques et jeunesse : des décisions pas assez (rapidement) suivies d'actes, une impatience, le sentiment d'une impuissance du

politique, la volonté de bouger les lignes de manière plus immédiate, et une crainte déjà prononcée sur notre avenir collectif avec l'émergence de l'éco-anxiété.

Nos étudiants, les 5 000 qui ont répondu à notre enquête, sont cette population, ils étaient adolescents pendant les marches pour le climat, et pendant la pandémie de Covid-19. Depuis, nous avons assisté à l'impensable : la montée des extrémismes, la guerre aux portes de l'Europe – signant la fin de la stabilité européenne telle que nous l'avons connue, et telle que nos jeunes l'ont apprise dans les livres –, le basculement de la plus grande et plus vieille démocratie du monde dans l'obscurantisme le plus décomplexé.

Alors, oui, cette démarche est inédite pour une université. Oui, il s'agit de la première étude territoriale qu'une université mène sur sa jeunesse. C'est la raison pour laquelle nous avons demandé à des experts extérieurs, indépendants, à la Fondation Jean-Jaurès – spécialiste dans l'étude de la jeunesse – et à l'Ifop, institut historique, de mener une étude auprès de nos étudiants, afin de dresser en toute indépendance un portrait de la jeunesse d'Aix Marseille Université.

Par son modèle, lieu de production des savoirs ouvert à tous, l'université est, par essence, le lieu de la transformation de la société. Et dans notre monde sans repères, quel autre lieu offre une telle mixité et une telle ambition ? Le cadre universitaire est le seul à pouvoir transformer la connaissance académique en boussole collective dans une société en recomposition.

La question est donc de savoir comment, pourquoi elle agit, avec quelles responsabilités et quel objectif. À Aix Marseille Université, nous sommes depuis 2020 « socialement engagés ». Nous faisons des pas de côté, nous allons au-delà de nos missions premières. Avec cette étude, nous osons donner la parole à notre jeunesse, et nous faisons le parti d'investir dans nos jeunes, pour investir dans l'avenir !

Cette génération, plus que les autres, est déjà une génération sinistrée. Il faut donc en prendre soin. Nous savons ce qu'elle a traversé et les perspectives qui lui font face. Parce que ce que vivent les étudiants aujourd'hui, ce qu'ils ont vécu hier, dit beaucoup de notre société de demain. Les ignorer, c'est se condamner à gouverner à l'aveugle. Nous avons voulu objectiver ces projections, les nourrir de données scientifiques pour avoir un thermomètre tangible à l'aune des problématiques de vie quotidienne et de l'actualité nationale et internationale.

Face aux résultats de l'enquête, nous ne pouvons que constater que nous avons eu raison : il y a des motifs d'espoir, mais également des motifs d'inquiétude. Des motifs d'alerte pour la jeunesse, et collectifs.

L'alerte, c'est l'état de cette jeunesse sinistrée par des crises mondiales, un monde anxiogène et des conditions de vie difficiles. Certains chiffres sont alarmants : 66 % de nos étudiants se sentent souvent ou de temps en temps seuls, 21 % sont optimistes pour l'avenir de la France. Face à l'actualité, la peur et la colère sont à des niveaux très élevés.

L'espoir, c'est leur forte tendance pour l'engagement, aussi bien passé, présent que futur. Nos étudiants sont pour les deux tiers engagés pour des causes – des grandes causes au sommet desquelles l'égalité femmes-hommes et la lutte contre le dérèglement climatique. Et dans le même temps, ils sont la même proportion à ne pas vouloir se déplacer pour aller voter. Non par flemme, non parce qu'ils ont mieux à

faire ; mais, pour plus de 70 % de ces derniers, c'est bien une offre politique qui correspondrait à leurs attentes qui les pousserait à renouer avec cet acte citoyen. La jeunesse n'est pas comme on l'imagine, individualiste, désintéressée, dépolitisée, démobilisée. Elle se mobilise, agit *via* des formes d'engagement plus directes, plus tangibles.

Notre jeunesse a envie ! Elle a envie d'avoir envie de voter et elle est prête. Elle est à l'image de la société, et exigeante envers les représentants politiques – singulièrement envers les candidats aux élections municipales, échéance qui ne les intéresse pour l'instant que peu par rapport à la présidentielle, faute d'offre électorale qui corresponde à leurs attentes. Le décalage est flagrant : quand les candidats parlent attractivité, propreté, piétonisation des centres-villes, les jeunes attendent une offre de soins et des services de santé accrus (très loin en tête des attentes, à 85 %), la lutte contre la pollution, plus de sécurité...

Face à ces décalages, Aix Marseille Université veut porter un projet de réconciliation et de dialogue. Face à cette rupture de transmission, nous voulons réaffirmer notre mission et cet impératif : former des citoyens de demain éclairés d'un côté, de l'autre éclairer les élus locaux avec des données scientifiques sur ce dont a besoin la jeunesse. Ils ont de vraies prérogatives sur l'ensemble de ces besoins et c'est en s'attaquant à ces problématiques du quotidien que les candidats redonneront le goût de la politique aux jeunes. À eux d'être à la hauteur de l'engagement des étudiants, pour proposer des programmes qui donneront aux jeunes l'envie de voter et de participer à la démocratie électorale.

Il en va de nos jeunes, de leur avenir et du nôtre, parce qu'une société qui ne s'occupe pas de la jeunesse va dans le mur. À Aix Marseille Université, nous serons là, aux côtés de nos jeunes, pour y veiller.

Radiographie des étudiants d'Aix Marseille Université

– Antoine Bristielle

Docteur en sciences politiques, directeur de l'Observatoire de l'opinion de la Fondation Jean-Jaurès,
coordinateur de l'enquête

Les résultats de l'enquête menée auprès des étudiants d'Aix Marseille Université (AMU) dessinent le portrait d'une jeunesse profondément engagée, active et exigeante, très éloignée des représentations d'un désengagement politique ou civique. Deux étudiants sur trois (67 %) se déclarent aujourd'hui personnellement engagés pour une cause, et cet engagement se structure autour de priorités extrêmement consensuelles : la lutte contre le sexisme et les violences sexuelles (97 %), le respect des droits humains en France et dans le monde (96 %), la défense de l'environnement et la lutte contre le dérèglement climatique (95 %). Cet engagement n'est pas seulement déclaratif : 98 % des étudiants se disent prêts à s'engager dans au moins une action écologique concrète.

Surtout, l'engagement des étudiants se traduit déjà largement dans les pratiques. 79 % ont déjà apporté une aide financière directe à une personne dans le besoin, 61 % ont fait un don à une association ou une fondation, 57 % ont fait du bénévolat et 50 % ont déjà créé ou rejoint une association. Quatre étudiants sur dix (40 %) ont participé à une action collective. Ces chiffres attestent d'un rapport très concret à l'engagement, fondé sur l'action, la solidarité et l'implication locale ou associative.

Sur le plan personnel, cette jeunesse se caractérise par un haut niveau d'optimisme individuel. 86 % des étudiants se disent optimistes pour leur avenir personnel à cinq ans, et 79 % se déclarent heureux. Cet optimisme cohabite toutefois avec

une fragilité sociale marquée : 66 % des étudiants disent ressentir la solitude au moins de temps en temps. Cette donnée constitue un signal d'alerte majeur, tant elle dépasse largement les niveaux observés dans l'ensemble de la population.

Le contraste entre optimisme individuel et malaise collectif est néanmoins frappant lorsque l'on observe le regard porté sur l'avenir commun. Seuls 21 % des étudiants se disent optimistes pour l'avenir de la France à cinq ans, et 18 % pour l'avenir du monde. Autrement dit, la jeunesse étudiante parvient à se projeter pour elle-même, mais peine à croire en une trajectoire collective positive, nourrissant un sentiment diffus d'inquiétude.

Les valeurs exprimées par les étudiants confirment cette quête de sens et d'équilibre. Si 70 % estiment que l'argent contribue au bonheur, seuls 29 % le citent parmi les critères d'une vie réussie. À l'inverse, 58 % placent en tête une famille heureuse, 58 % le temps libre pour profiter de la vie et 51 % le fait d'avoir de vrais amis. La réussite est ainsi conçue avant tout comme relationnelle, qualitative et cohérente avec ses aspirations personnelles, bien davantage que comme une accumulation matérielle ou une trajectoire professionnelle ascendante.

Le rapport à la politique institutionnelle apparaît profondément sélectif. 84 % des étudiants se disent intéressés par l'élection présidentielle, contre seulement 46 % par les élections municipales. Dans cette logique, 44 % seulement déclarent avoir l'intention d'aller voter aux élections

municipales de 2026. Ce décalage ne traduit pas un désintérêt pour la chose publique, mais plutôt une attente forte d'offres politiques jugées plus lisibles, plus proches et plus en phase avec les préoccupations concrètes de la jeunesse.

Enfin, l'enquête met en lumière une image contrastée des villes d'Aix-en-Provence et de Marseille du point de vue des étudiants. Globalement, 58 % des étudiants déclarent qu'ils recommanderaient leur ville actuelle à un ami ou à un proche, signe d'un attachement réel au cadre de vie, notamment pour des critères liés au climat et à l'environnement. Toutefois, cette appréciation globale masque de fortes fragilités. Seuls 43 % des étudiants recommanderaient leur ville pour le critère de la sécurité, avec un écart territorial très marqué : 60 % à Aix-en-Provence contre seulement 31 % à Marseille. L'image de la ville apparaît également dégradée sur les dimensions de la vie étudiante et de l'insertion professionnelle : 40 % seulement jugent leur ville adaptée

aux étudiants, et 17 % estiment qu'il est facile d'y trouver un emploi. Ces difficultés se traduisent par un rapport distancié au territoire : à l'horizon de dix ans, 53 % des étudiants souhaitent quitter leur commune actuelle, contre 39 % qui envisagent d'y rester. Ces résultats soulignent un enjeu central pour les collectivités locales : transformer un cadre de vie attractif sur le plan symbolique en un territoire réellement désirable sur le plan social, sécuritaire et professionnel pour la jeunesse.

Au total, ces chiffres dessinent le portrait d'une jeunesse engagée mais exigeante, optimiste pour elle-même mais inquiète pour le collectif, et en attente de politiques publiques capables de répondre à des besoins très concrets, notamment en matière de qualité de vie, de santé, de lien social et de cohérence entre discours et actions. L'enjeu pour les acteurs publics n'est donc pas de remobiliser une jeunesse distante, mais de reconstruire un lien de confiance à partir de ses priorités réelles.

La jeunesse étudiante est aujourd'hui sujette à de multiples fantasmes, sans que l'on cherche habituellement à objectiver un certain nombre de réalités. Souvent décrite à travers des représentations contrastées : génération désengagée ou, au contraire, hypermobilisée, individualiste ou profondément concernée par les grands enjeux collectifs, pessimiste sur l'avenir ou en quête de nouveaux équilibres de vie. Ces lectures, parfois caricaturales, masquent pourtant la diversité des rapports qu'entretiennent les jeunes avec la politique, l'engagement, le travail, les institutions et leur territoire. Dans un contexte marqué par les crises successives – climatique, géopolitique, économique et démocratique –, comprendre finement les attentes, les valeurs et les comportements de la jeunesse constitue un enjeu majeur pour les acteurs publics comme pour les institutions académiques.

C'est dans cette perspective que s'inscrit cette enquête menée auprès des étudiants d'Aix Marseille Université (AMU). Elle vise à documenter, de manière empirique, leur rapport à l'engagement personnel et collectif, à l'avenir, à la politique institutionnelle et aux

conditions d'une vie réussie, à quelques semaines des élections municipales. Loin d'une approche strictement électorale, cette contribution propose une lecture plus large des dispositions sociales et politiques de la jeunesse étudiante : ce qui la mobilise, ce qui l'inquiète, ce qu'elle attend concrètement de l'action publique – et ce qui, au contraire, la tient à distance des formes classiques de participation.

Les résultats mettent en lumière une jeunesse à la fois fortement engagée sur le plan personnel, lucide, voire inquiète, quant à l'avenir collectif, mais également sélective dans son rapport à la politique institutionnelle, notamment à l'échelle locale. Ils révèlent des attentes fortes en matière de sens, de qualité de vie, de cohérence entre valeurs et modes de vie, ainsi qu'un rapport renouvelé au travail, à la réussite et à l'action publique. Cette contribution se donne ainsi pour objectif de dépasser les oppositions simplistes – engagement *versus* désengagement, radicalité *versus* apathie – pour proposer une lecture plus nuancée et structurée de la jeunesse étudiante aujourd'hui, à partir de données précises et contextualisées.

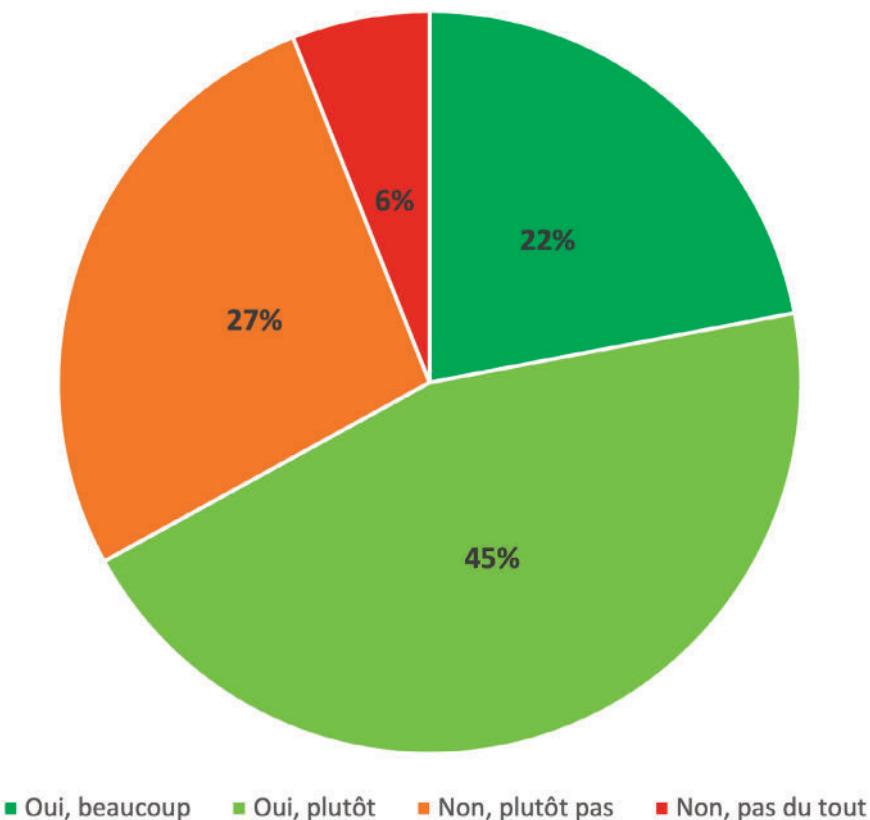
Panorama d'une jeunesse bel et bien engagée

Contrairement à une vision, désormais bien installée, d'une jeunesse dépolitisée et peu intéressée par la chose publique, les étudiants d'Aix Marseille

Université qui ont répondu à notre enquête font état d'un engagement personnel extrêmement important. Parmi les étudiants interrogés, 67 % déclarent se sentir personnellement engagés dans des causes (68 % pour les étudiants d'Aix-en-Provence, 66 % pour les étudiants de Marseille et 58 % pour les étudiants des autres campus).

Graphique 1

« Vous sentez-vous personnellement engagé(e) aujourd'hui pour une cause ? »¹



Notons à ce niveau que quelques différences socio-politiques assez nettes apparaissent. D'une part, les étudiants de master et de doctorat se disent davantage engagés (70 %) que les étudiants de licence (65 %) ou de bachelor (52 %). D'autre part, la

principale discipline d'étude est également un fort déterminant de l'engagement. Celui-ci est maximal chez les étudiants d'arts, de lettres de langues et de sciences humaines (70 %) et de droit et sciences politiques (70 %), mais il est beaucoup plus faible

1. Tous les graphiques de ce chapitre sont issus de l'enquête « Les étudiants d'Aix Marseille Université et l'engagement », enquête Ifop pour la Fondation Jean-Jaurès et Aix Marseille Université, 23 janvier 2026.

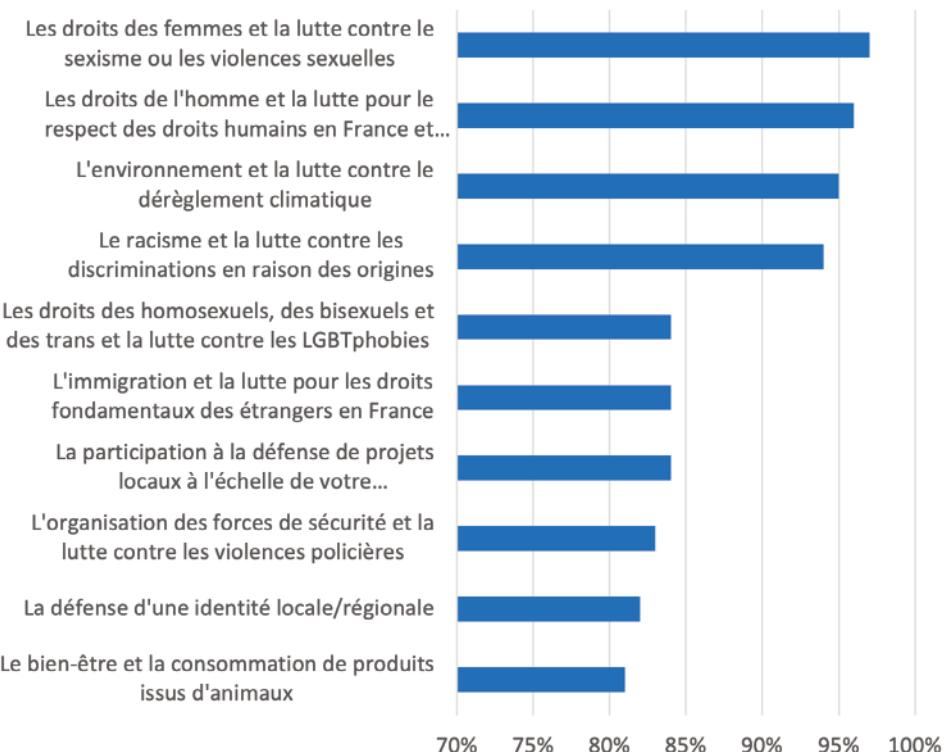
chez les étudiants en économie et gestion (57 %). Enfin, le positionnement politique est le principal moteur de l'engagement. Il atteint ainsi 79 % chez les étudiants situés à gauche (et même 90 % chez ceux se positionnant « très à gauche »), alors qu'il n'est que

de 55 % chez les étudiants se positionnant au centre et de 53 % chez les étudiants se positionnant à droite.

Par ailleurs, il est tout à fait frappant de constater que l'engagement des étudiants est multidimensionnel.

Graphique 2

« Chacune des causes suivantes vous paraît-elle importante à défendre à titre personnel ? »



Ainsi, 97 % des étudiants interrogés déclarent qu'à titre personnel les droits des femmes et la lutte contre le sexe ou les violences sexuelles sont une cause importante à défendre, 96 % pour les droits de l'homme, 95 % pour l'environnement et la lutte contre le dérèglement climatique, 94 % pour le racisme et la lutte contre les discriminations, 84 % pour la participation à la défense de projets locaux, 84 % également pour la lutte pour les droits fondamentaux des étrangers en France, 84 % pour les droits LGBT, 83 % pour l'organisation des forces de sécurité et la lutte contre les violences policières, 82 % pour la défense d'une identité locale ou régionale et 81 % pour le bien-être animal et la consom-

mation de produits issus d'animaux. Les étudiants se positionnant à gauche se déclarent les plus préoccupés par ces différentes causes, mais notons qu'elles sont également particulièrement investies par les étudiants se positionnant au centre ou à droite. Ainsi, chez les étudiants se positionnant à droite, seulement une de ces causes (l'immigration et la lutte pour les droits fondamentaux des étrangers en France) n'est pas majoritairement jugée importante à défendre.

La cause environnementale occupe ainsi une place particulièrement prégnante dans la hiérarchie des préoccupations des étudiants d'AMU. Regardons plus précisément comment l'engagement dans cette cause se matérialise concrètement. Nous avons ainsi

demandé aux étudiants si, à titre personnel, ils étaient prêts à s'engager dans les actions suivantes : renoncer à se faire livrer à domicile des articles de fast-fashion achetés sur Internet, acheter ou vendre des vêtements de seconde main en ligne, renoncer à acheter des produits importés, renoncer à se faire livrer à domicile des articles achetés sur Amazon, renoncer à prendre l'avion et renoncer à manger de

la viande ou des produits d'origine animale. Au niveau global, les résultats sont particulièrement frappants : 98 % des étudiants interrogés se déclarent prêts à s'engager dans au moins une de ces six actions de protection de l'environnement, dont 12 % qui se déclarent prêts à s'engager dans toutes ces actions. À l'inverse, seulement 2 % ne souhaitent s'engager dans aucune des actions proposées.

Graphique 3

« À titre personnel, diriez-vous que vous êtes prêt ou pas prêt à vous engager dans les actions suivantes ? »

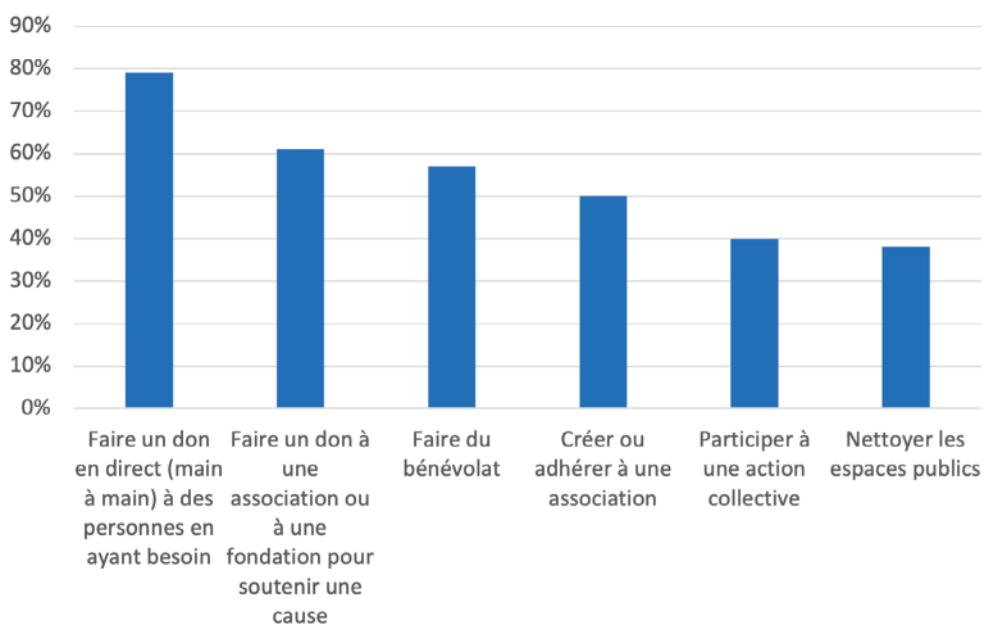


Dans le détail, trois actions font la quasi-unanimité chez les étudiants interrogés. 87 % des étudiants d'AMU se disent prêts à renoncer à se faire livrer à domicile des articles de fast-fashion, 86 % se disent prêts à acheter ou vendre des vêtements de seconde main et 78 % à renoncer à acheter des produits importés. Une mesure est plus ambivalente, même si toujours majoritaire : 60 % des étudiants interrogés sont prêts à renoncer à se faire livrer à domicile des

articles achetés sur Amazon. Notons que les étudiants se positionnant à droite de l'échiquier politique et ceux ayant vécu à l'étranger avant de rejoindre AMU sont les plus réticents (respectivement 42 % et 50 %). Enfin, deux actions environnementales sont minoritaires chez les étudiants : renoncer à prendre l'avion (37 %) et renoncer à manger de la viande ou des produits d'origine animale (32 %).

Graphique 4

Pour chacune des actions suivantes permettant de s'engager, précisez votre situation... ?
Total « A déjà fait »



Le graphique 4 montre clairement que l'engagement chez les étudiants interrogés n'est pas simplement quelque chose d'idéal et d'abstrait, mais qu'il se réalise déjà dans bien des cas de manière extrêmement concrète. 79 % des étudiants interrogés déclarent ainsi avoir déjà fait un don en direct, de main à main, à des personnes en ayant besoin, 61 % ont déjà fait un don à une association ou à une fondation pour soutenir une cause, 57 % ont déjà fait du bénévolat, 50 % ont créé ou adhéré à une association, 40 % ont déjà participé à une action collective et 38 % ont déjà nettoyé les espaces publics (rue, plage...). À nouveau, plusieurs marqueurs sociopolitiques sont clairement visibles : plus les étudiants sont âgés, plus ils s'engagent ou se sont engagés, les étudiants ayant résidé dans une autre ville française avant de rejoindre AMU ont également tendance à s'engager davantage, tout comme les étudiants se positionnant à gauche sur l'échelle politique (en particulier au niveau du don ou de la participation à des actions collectives).

Les étudiants d'AMU, entre optimisme individuel, sentiment de solitude et inquiétude collective

D'un point de vue individuel, les étudiants d'AMU se caractérisent par un haut niveau d'optimisme. 86 % d'entre eux déclarent qu'en pensant à l'avenir d'ici à cinq ans, ils sont optimistes pour eux-mêmes. Un point est particulièrement intéressant à ce niveau : plus l'âge des répondants augmente, plus leur niveau d'optimisme augmente également (de 79 % chez les moins de 18 ans à 87 % chez les 25 ans et plus). Par ailleurs, toujours d'un point de vue individuel, 79 % des étudiants interrogés se déclarent heureux, même si à ce niveau la situation des étudiants étrangers constitue une source d'inquiétude, un tiers se déclarant malheureux. Notons, à cet égard, que le

niveau de « bonheur » des étudiants interrogés est plus important que ce l'on constate dans la population française, où « seulement » 73 % des Français se déclarent heureux¹.

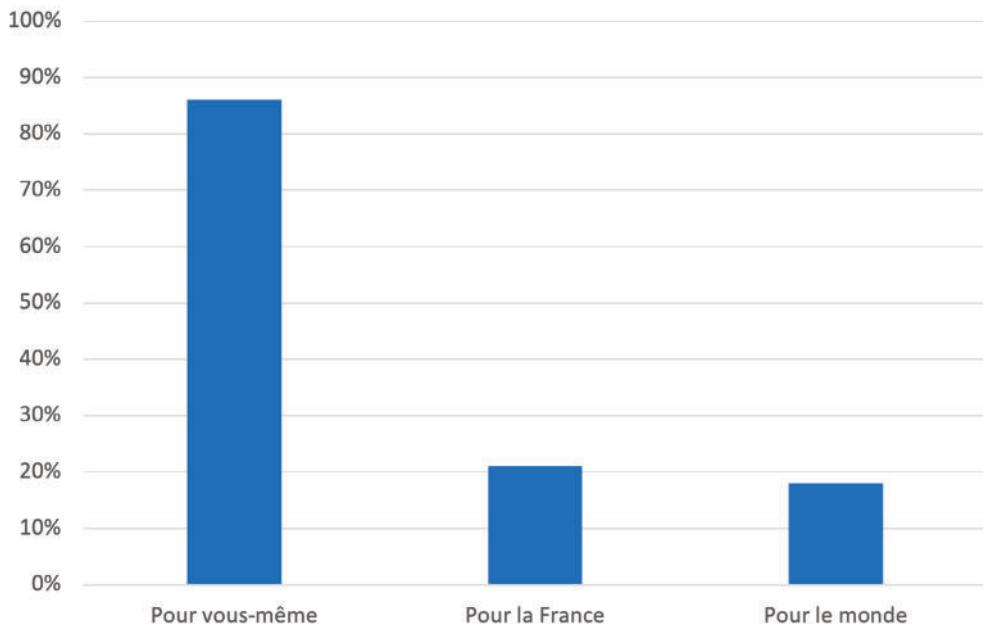
Pour autant, cet optimisme individuel global n'empêche pas deux problématiques majeures. D'une part, si les étudiants se disent très majoritairement heureux et optimistes pour leur propre vie dans les années à venir, ils ressentent en parallèle un sentiment de solitude tout à fait préoccupant : 23 % des étudiants disent ressentir souvent de la solitude et 43 % de temps en temps. La solitude touche donc,

de manière au moins partielle, 66 % des étudiants interrogés, un chiffre bien supérieur à ce que l'on constate dans l'ensemble de la population française (45 %)². Cet élément est donc un vrai sujet de préoccupation dont doivent absolument se saisir les pouvoirs publics dans les années à venir. À noter que ce sentiment de solitude est plus marqué chez les étudiants dont le campus est à Aix-en-Provence que ceux dont le campus se situe à Marseille. D'autre part, l'optimisme individuel que nous constatons ne se corrèle pas avec un optimisme collectif, très loin de là.

Graphique 5

« En pensant à l'avenir d'ici à cinq ans, diriez-vous que vous êtes très optimiste, plutôt optimiste, plutôt pessimiste ou très pessimiste... ? »

Total « Optimiste »



Ainsi, seulement 21 % des étudiants interrogés se disent optimistes pour la France dans les cinq années à venir et 18 % se disent optimistes pour le monde. À ce niveau, le pessimisme touche toutes les catégories d'étudiants, à une exception près : les étudiants étrangers. En effet, 48 % d'entre eux se disent optimistes pour la France dans les cinq années à venir et

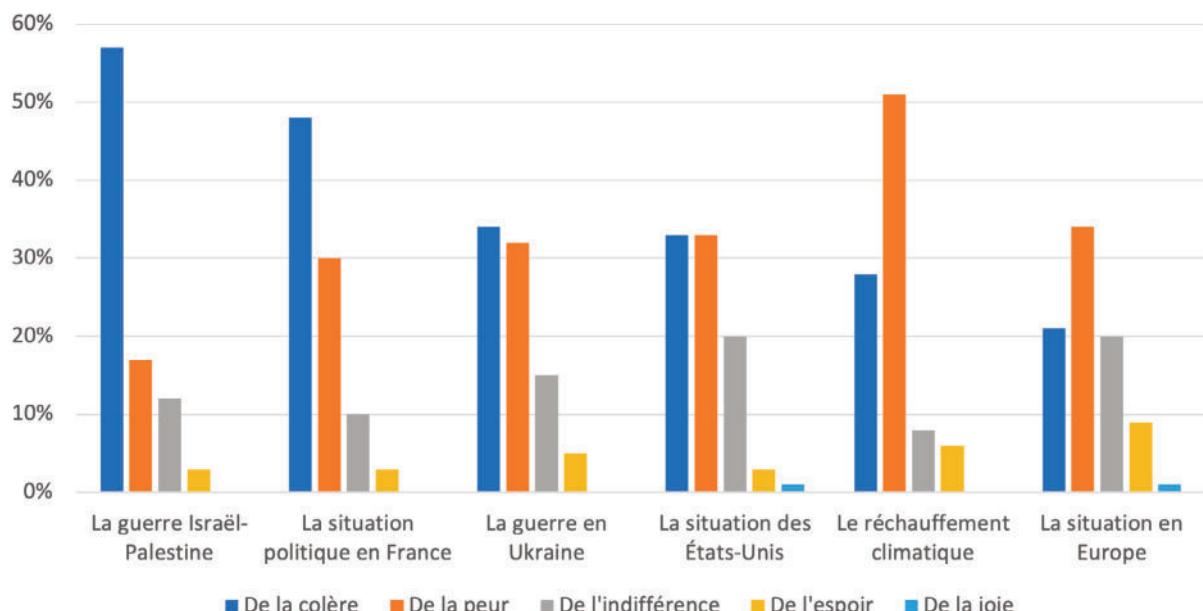
en particulier ceux provenant d'un pays en dehors de l'Union européenne (52 %). Par ailleurs, ce pessimisme quant à l'évolution de la France et du monde se corrèle à des émotions particulièrement négatives : la peur et la colère. À nouveau, ce résultat a de quoi alerter les pouvoirs publics.

1. « Ipsos Happiness Index 2025 », enquête Ipsos BVA pour CESI, 20 mars 2025.

2. « Baromètre sur la solitude (vague 5) », enquête Ifop pour l'association Astrée, 23 janvier 2025.

Graphique 6

« Quel est le sentiment qui domine chez vous lorsque vous regardez les actualités liées à... ? »



Concernant le réchauffement climatique, 51 % des étudiants interrogés disent ressentir de la peur et 28 % de la colère. Sur la situation de l'Europe, les émotions négatives dominent également : 34 % pour la peur et 21 % pour la colère. Concernant la guerre en Ukraine, la colère atteint 34 % et la peur 32 %. Quant à la situation des Etats-Unis, peur et colère sont à des niveaux équivalents (33 %). La guerre Israël-Palestine provoque en premier lieu de la colère, à 57 % (plus haut niveau de colère sur les différents sujets analysés), et de la peur à 17 %. Enfin, la situation politique de la France est également un fort générateur de colère, à 48 %, puis de peur (30 %). Si ces deux émotions sont, dans chacun des cas, principalement ressenties par les étudiants, force est également de constater qu'elles ne produisent pas du tout les mêmes comportements politiques. La colère, contrairement à la peur, est souvent un moteur de radicalité politique. Ainsi, si l'on prend l'exemple du réchauffement climatique, les étudiants se situant

« très à gauche » ressentent en premier lieu de la colère, à 48 %, soit 20 points de plus que la moyenne des étudiants interrogés.

Les valeurs de la jeunesse

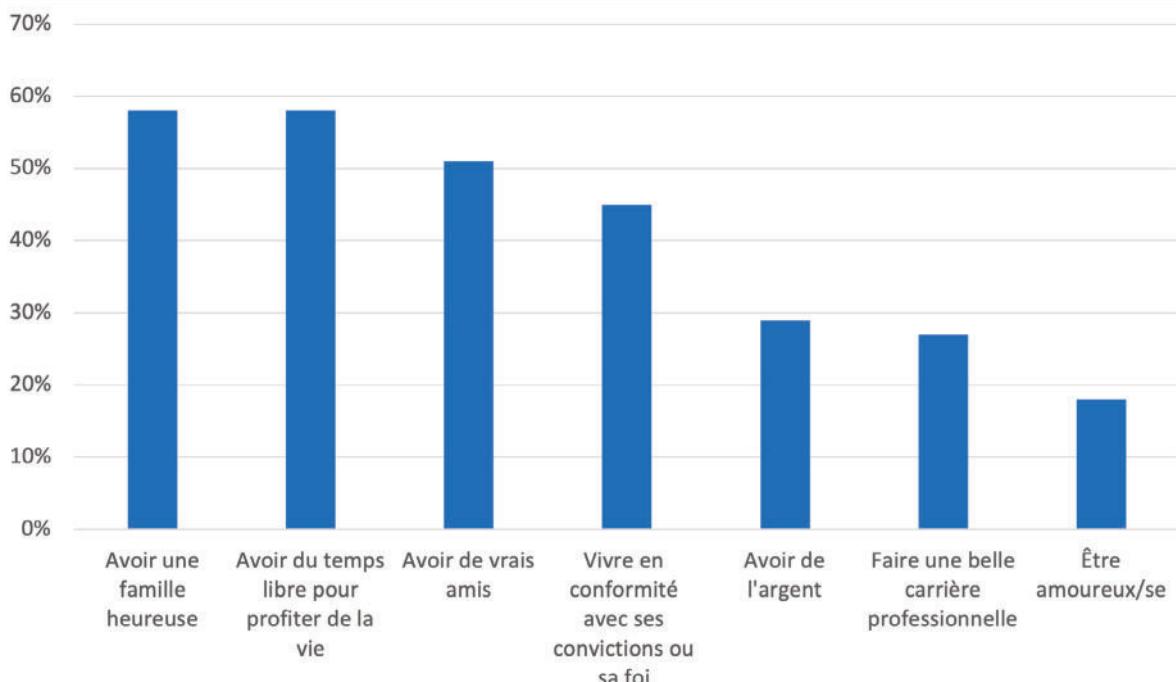
Quels sont, pour les étudiants interrogés, les critères d'une vie réussie ? À première vue, on pourrait penser qu'ils font état d'un matérialisme particulièrement important : 70 % sont d'accord pour dire que « l'argent fait le bonheur ». À cet égard, un point mérite l'attention : les enquêtes menées à une échelle nationale montrent spécifiquement que c'est en particulier les moins de 30 ans qui jugent que « l'argent fait le bonheur¹ ». Néanmoins, et c'est un élément essentiel, l'argent n'apparaît pas du tout comme un but de vie premier.

1. « L'argent fait-il le bonheur ? Oui pour une majorité de Français », *Capital*, 25 mars 2025.

Graphique 7

« En pensant à l'avenir d'ici à cinq ans, diriez-vous que vous êtes très optimiste, plutôt optimiste, plutôt pessimiste ou très pessimiste... ? »

Total « Optimiste »



Ainsi, lorsqu'on les interroge sur les trois éléments les plus importants pour avoir une vie réussie, le fait d'avoir une famille heureuse arrive en première position (58 %), à égalité avec le fait d'avoir du temps libre pour profiter de la vie (58 %). Arrive ensuite le fait d'avoir de vrais amis (51 %) et de vivre en conformité avec ses convictions ou avec sa foi (45 %). Le fait d'avoir de l'argent n'est cité que par 29 % des étudiants interrogés, à un niveau quasiment équivalent avec le fait d'avoir une belle carrière professionnelle (27 %). Cela confirme donc qu'au sein de la jeunesse actuelle, le travail et la réussite professionnelle ne constituent plus une finalité centrale, mais plutôt un moyen parmi d'autres permettant d'accéder à des formes de bien-être jugées plus essentielles. Si l'argent est perçu comme un facteur contribuant au bonheur – sans doute en tant que condition de sécurité ou de liberté –, il n'est ni un horizon existentiel, ni un marqueur dominant de la réussite individuelle. Les attentes exprimées par les étudiants interrogés dessinent ainsi une conception relationnelle et

équilibrée de la vie réussie, fondée avant tout sur la qualité des liens (famille, amitiés), la maîtrise du temps (temps libre, capacité à profiter de la vie) et la cohérence personnelle (vivre en accord avec ses convictions). Cette hiérarchie des priorités suggère une distance nette avec les modèles plus traditionnels de réussite sociale, longtemps structurés autour de l'accumulation matérielle, de l'ascension professionnelle ou du statut.

En creux, ces résultats traduisent moins un rejet du travail ou de l'argent qu'une requalification de leur rôle : ils ne valent que s'ils permettent de préserver des équilibres personnels, affectifs et moraux. La jeunesse actuelle semble ainsi porter une attente forte de sens, d'autonomie et de qualité de vie, dans un contexte marqué par l'incertitude économique, sociale et environnementale. La réussite n'est plus pensée comme une trajectoire ascendante continue, mais comme la capacité à construire une vie stable, choisie et compatible avec ses valeurs.

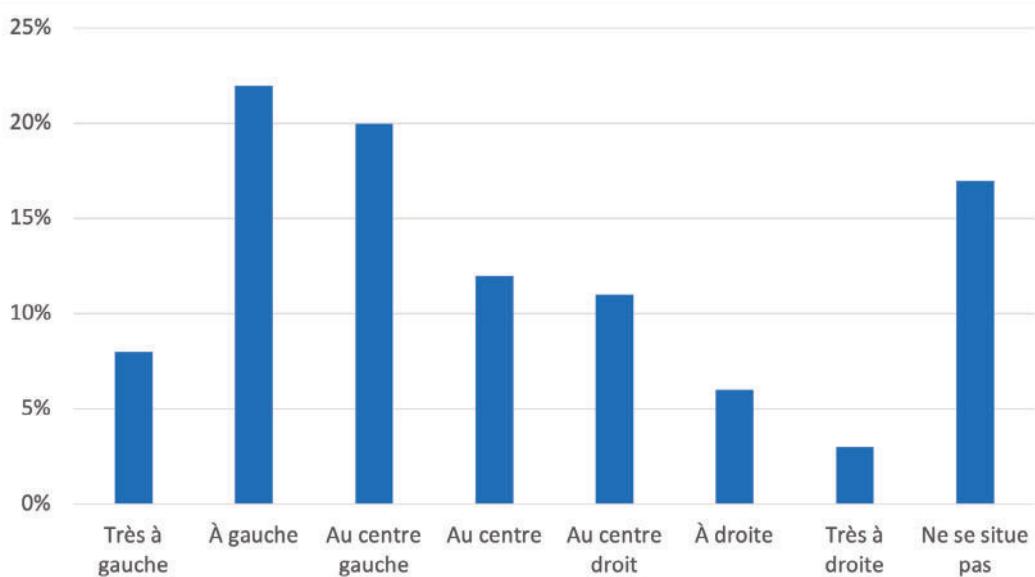
Radiographie politique des étudiants d'AMU

Nous le disions dans la première partie, les étudiants interrogés se caractérisent par un engagement

personnel très marqué, mais qu'en est-il de leur rapport à la politique traditionnelle ?

Regardons tout d'abord comment les étudiants interrogés se placent sur une échelle gauche-droite.

Graphique 8
Positionnement des étudiants interrogés sur une échelle gauche-droite



Premier enseignement intéressant, seulement 17 % des étudiants n'arrivent pas ou ne souhaitent pas se placer sur cette échelle, preuve que les notions de droite et de gauche restent une grille de lecture pertinente pour comprendre la jeunesse actuelle. Par ailleurs, 51 % des étudiants interrogés se positionnent à gauche, contre 12 % au centre et 21 % à droite. Le positionnement à gauche est donc bien plus élevé chez les étudiants d'AMU qu'il ne l'est dans le reste de la société : 28 % des Français se positionnant à gauche, 41 % à droite et 18 % au centre¹. Notons ici que les étudiants en arts, lettres, langues et sciences humaines se positionnent davantage à gauche (64 %).

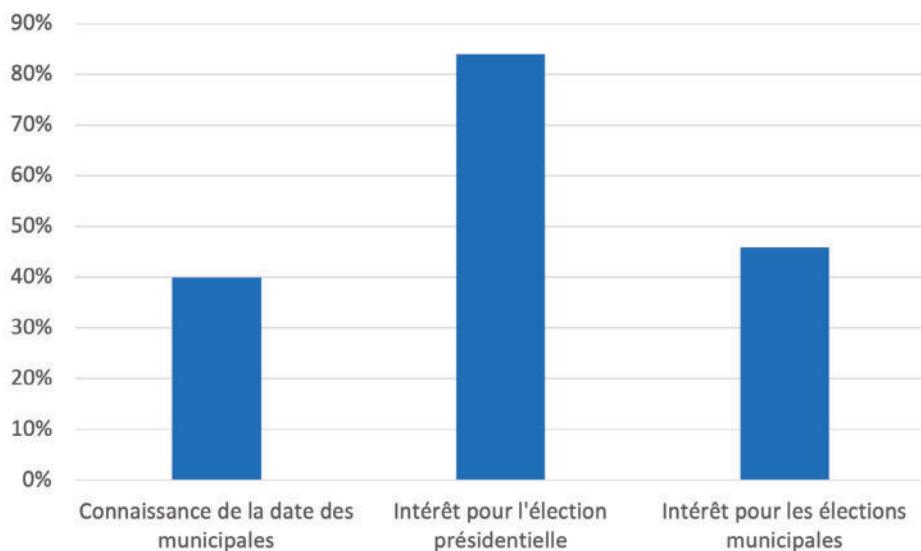
Mais regardons ces chiffres plus en détail. En ce qui concerne le bloc de gauche, 8 % des étudiants se situent très à gauche, 22 % à gauche et 20 % au centre gauche. À droite, 3 % des étudiants se situent très à droite, 6 % à droite et 11 % au centre droit. Ainsi, 11 % des étudiants seulement se placent sur une position extrême, quand, à l'inverse, 44 % adoptent une position relativement centriste (centre gauche, centre et centre droit). La radicalité supposée de la jeunesse mérite donc ici d'être nuancée.

Les étudiants interrogés font par ailleurs état d'un degré inégal d'intérêt pour les échéances politiques à venir.

1. Gilles Finchelstein, « *Fractures françaises* » : l'extrême droïtisation des préférences partisanes, Fondation Jean-Jaurès, 20 octobre 2025.

Graphique 9

Intérêt pour les élections municipales, pour l'élection présidentielle et connaissance de la date des municipales



D'un côté, 84 % des étudiants interrogés se disent intéressés par la prochaine élection présidentielle, quand, à l'inverse, seulement 46 % se disent intéressés par les prochaines élections municipales. D'ailleurs, notons que seulement 40 % des étudiants savent que les prochaines élections municipales se tiendront en mars 2026. Toujours concernant les élections municipales, 25 % ne sont pas inscrits sur les listes électorales, 28 % sont inscrits mais envisagent de s'abstenir et 44 % seulement comptent aller voter. On perçoit donc ici très clairement la participation « intermittente » de la jeunesse¹ à la vie politique institutionnelle : si l'élection présidentielle continue de mobiliser largement, les échéances électorales intermédiaires démobilisent une grande partie de la jeunesse. Par ailleurs, il est tout à fait frappant de constater à quel point les différentes formations politiques locales semblent à l'heure actuelle globalement incapables de parler à cette jeunesse étudiante, pourtant mobilisée individuellement dans la vie de la cité.

Cela nous pousse donc à chercher à comprendre, d'une part, ce qui pourrait finalement pousser les potentiels abstentionnistes à se mobiliser en mars prochain et également à comprendre quels sont les sujets politiques jugés prioritaires par ceux qui ont l'intention de se mobiliser.

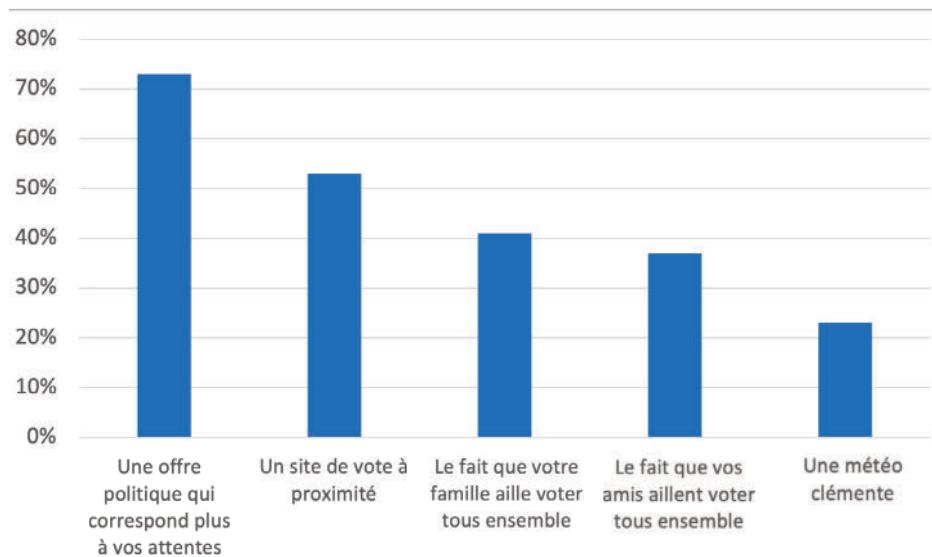
Quid des élections municipales ?

Tout d'abord, concentrons-nous sur les différents leviers qui pourraient finalement pousser les probables abstentionnistes à finalement se mobiliser en mars prochain.

1. Vincent Tiberj, *Les citoyens qui viennent. Comment le renouvellement générationnel transforme la politique en France*, Paris, PUF, 2017.

Graphique 10

« Au moment venu, chacune des situations suivantes pourrait-elle vous encourager à aller voter ? »
 (base : personnes n'ayant pas l'intention d'aller voter aux municipales)



Le premier élément – et de très loin – pouvant pousser à la participation électorale est une offre politique qui correspondait davantage aux attentes des étudiants interrogés. Cela rejoint ainsi ce que nous développions dans le paragraphe précédent : à l'heure actuelle, le positionnement des partis politiques apparaît déconnecté des préoccupations de la jeunesse étudiante et explique en grande partie le désengagement de cette dernière pour les prochaines élections municipales. Vient ensuite – en deuxième position mais dans des proportions bien inférieures – un aspect « pratique », le fait que le bureau de vote soit à proximité (53 %). Ensuite, le fait que toute la

famille aille voter ensemble ou que tous les amis aillent voter ensemble pourrait pousser respectivement 41 % et 37 % des potentiels abstentionnistes à aller voter. Cela montre à nouveau que les micropressions réalisées par l'entourage sont un moteur important de la participation électorale¹. Enfin, une météo clémente ne pousserait « que » 23 % des abstentionnistes à finalement se mobiliser.

Intéressons-nous désormais aux étudiants souhaitant aller voter aux prochaines élections municipales et plus précisément aux sujets de politiques publiques qu'ils jugent prioritaires dans le mandat à venir.

1. Céline Braconnier et Jean-Yves Dormagen, *La démocratie de l'abstention*, Paris, Gallimard, 2007.

Graphique 11

**Thèmes sur lesquels le futur maire doit agir de manière prioritaire
(base : personnes ayant l'intention d'aller voter aux élections municipales)**



Parmi les vingt thématiques de politiques publiques proposées, un classement se dégage très clairement. En premier, l'offre de soins et les services de santé est une thématique jugée prioritaire par 85 %, en particulier chez les étudiants des campus marseillais (87 %) et chez les femmes (90 %). Ce résultat a de quoi interpeler et peut être lié à deux éléments. D'une

part, les étudiants interrogés ont grandi en pleine période de pandémie de Covid-19 et peuvent être encore fortement marqués par les difficultés rencontrées par les services de santé lors de cette crise. D'autre part, le fait qu'une majorité d'étudiants ressent un sentiment de solitude peut entraîner une demande de meilleure prise en compte de cet isolement.

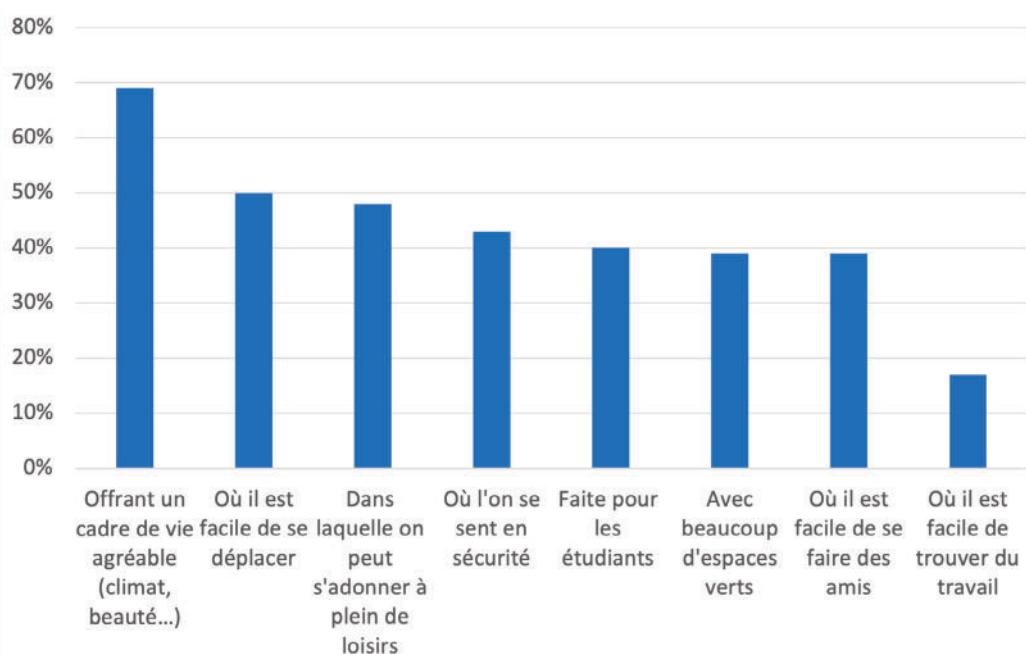
En deuxième position, la sécurité est une thématique jugée prioritaire par 69 % des étudiants interrogés – un chiffre quasiment équivalent chez les étudiants marseillais (87 %) et chez les étudiants aixois (71 %) –, à égalité avec la lutte contre la pollution (69 % également). En troisième position arrive ainsi la lutte contre le dérèglement climatique à l'échelle locale (64 %). Notons que sur ces sujets prioritaires, deux sont liés à des sujets environnementaux, ce qui rejoint ainsi les éléments que nous présentions plus haut sur l'engagement personnel des étudiants dans la cause environnementale. Autre point important, si la priorité accordée à l'offre de soin, à la lutte contre la pollution et à la lutte contre le dérèglement climatique est avant tout portée par les étudiants se situant à gauche du spectre politique, la sécurité des biens et des personnes est, au contraire, une demande émanant très majoritairement des étudiants se positionnant au centre ou à droite.

L'image des villes d'Aix et Marseille

Considérons enfin l'image des deux villes au sein de sa population étudiante. De manière globale, les étudiants ont plutôt une bonne image de la ville dans laquelle ils résident : 58 % déclarent qu'ils la recommanderaient à un ami ou à un proche (dont 19 % de manière spontanée), quand 25 % déclarent qu'ils resteraient neutres à son sujet et 13 % seulement qu'ils ne la recommanderaient pas. Cependant, lorsqu'on regarde dans le détail, la situation est davantage contrastée.

Graphique 12

« Est-ce que vous recommanderiez votre ville à vos amis et à vos proches s'ils étaient à la recherche d'une commune... ? »



Nous avons ainsi demandé aux étudiants s'ils recommanderaient leur ville d'habitation à leurs amis ou à leurs proches en fonction de différents critères. Certes, une très large majorité d'étudiants (69 %)

déclarent qu'ils recommanderaient la ville à quelqu'un cherchant un cadre de vie agréable (climat, beauté...), mais sur tous les autres items la donne est bien plus contrastée. 50 % seulement des

étudiants recommanderait leur ville à quelqu'un en recherche d'une commune où il est facile de se déplacer, 48 % à une personne en recherche d'une commune où l'on ne s'ennuie jamais, 43 % à une personne en recherche d'une commune où l'on se sent en sécurité, 39 % à une personne en recherche d'une ville faite pour les étudiants, 39 % à une personne en recherche d'une ville avec beaucoup d'espaces verts, 39 % à une personne en recherche d'une commune où il est facile de se faire des amis et 17 % à une personne en recherche d'une ville dans laquelle il est facile de trouver du travail. Notons que sur le sujet de la sécurité, de fortes différences territoriales apparaissent. 60 % des étudiants d'Aix-en-Provence recommanderaient leur ville sur le volet de la sécurité, alors que ce n'est le cas que de 31 % des étudiants marseillais.

Si le cadre exceptionnel de la métropole d'Aix-Marseille est donc un atout indéniable, force est donc de constater qu'elle pâtit de nombreuses problématiques, si l'on se place du point de vue de la jeunesse étudiante. Les déplacements semblent compliqués, la sécurité est un point noir largement soulevé (surtout par les étudiants marseillais), le bassin d'emploi n'est pas perçu comme dynamique et la difficulté de sociabiliser est également pointée du doigt. D'ailleurs, lorsque l'on interroge les étudiants sur leur désir de rester vivre dans leur commune actuelle à une échéance de dix ans, 39 % souhaitent y rester vivre alors que 53 % souhaitent en partir.

Conclusion

Cette enquête met en lumière une jeunesse étudiante profondément engagée, lucide et exigeante, loin des représentations d'une génération désintéressée de la chose publique ou repliée sur elle-même. Les étudiants d'AMU qui nous ont répondu expriment un fort niveau d'engagement personnel, une sensibilité aiguë aux grandes causes contemporaines

– au premier rang desquelles l'environnement, les droits et les discriminations – et une capacité réelle à traduire ces préoccupations en pratiques concrètes. Cet engagement s'accompagne toutefois d'un regard inquiet sur l'avenir collectif, marqué par des émotions de peur et de colère face aux évolutions du monde, de l'Europe et de la France.

Dans le même temps, les résultats révèlent un décalage persistant entre cet engagement et la participation à la politique institutionnelle, en particulier à l'échelle locale. Si l'élection présidentielle demeure fortement mobilisatrice, les élections municipales suscitent un intérêt plus limité, souvent lié à un sentiment d'inadéquation entre l'offre politique et les attentes de la jeunesse. Ce constat ne traduit pas une indifférence, mais plutôt une sélectivité accrue dans le rapport aux institutions, ainsi qu'une demande forte de lisibilité, de proximité et de cohérence entre discours et actions publiques.

Les valeurs mises en avant par les étudiants dessinent par ailleurs une conception renouvelée de la réussite et de l'action publique. Le travail et l'argent y apparaissent comme des moyens, et non comme des finalités, au profit d'aspirations centrées sur la qualité des relations sociales, la maîtrise du temps, le respect des convictions personnelles et la qualité de vie. Cette hiérarchie des priorités éclaire les attentes formulées à l'égard des politiques locales, qu'il s'agisse de santé, de sécurité, de lutte contre la pollution ou de transition écologique à l'échelle du quotidien.

Au total, cette étude invite à repenser les modalités du dialogue entre les institutions et la jeunesse étudiante. Elle souligne l'importance de politiques publiques capables de faire sens, de répondre à des préoccupations concrètes et de s'inscrire dans des formes de proximité et de participation renouvelées. Pour les acteurs publics comme pour les collectivités locales, l'enjeu n'est donc pas tant de « remobiliser » une jeunesse supposément distante que de reconnaître ses attentes, ses valeurs et ses modes d'engagement, afin de reconstruire un lien de confiance durable et effectif.

Les jeunes et les municipales à la veille du scrutin 2026

_ Nicola Gaddoni

Chargé d'études à l'Ifop

Le rapport des jeunes au scrutin municipal est le plus souvent appréhendé à travers le prisme d'un abstentionnisme structurellement élevé. À titre d'illustration, lors des municipales de 2020, seuls 33 % des 18-25 ans au niveau national déclaraient en février 2020 avoir l'intention d'aller voter¹. Cette mise à distance s'explique notamment par un sentiment d'inefficacité du vote, une méconnaissance des enjeux et de l'offre locale, et plus largement par une défiance à l'égard de la politique institutionnelle². Dès lors, si l'abstention constitue bien un résultat à expliquer, l'identification des leviers et des freins de la participation et, plus généralement, de l'engagement, passe par l'analyse des ressorts qui structurent le rapport des jeunes aux municipales, au-delà du seul taux de participation. Cela conduit à distinguer deux registres : la manière dont ils structurent leur représentation du scrutin municipal, et la manière dont ils envisagent une implication active dans la vie politique locale. Dans cette perspective, deux dynamiques apparaissent nettement chez les 18-24 ans à l'approche des élections municipales de mars 2026 : d'une part, une tendance plus marquée à interpréter les élections municipales à l'aide de repères nationaux, qui jouent un rôle de stabilisation du choix en réduisant l'incertitude ; d'autre part, une disponibilité déclarée à l'engagement qui vient pourtant se heurter à un coût d'entrée élevé.

Des municipales « lues » à l'aune du national

Chez les jeunes entre 18 et 24 ans, la « nationalisation » des élections municipales ne se réduit pas à un effet de conjoncture ou à une simple contamination médiatique : elle renvoie à une municipalisation inachevée de la socialisation politique. À cet âge, la relation au territoire est plus souvent marquée par la mobilité (études, premiers emplois, décohabitation) et par des sociabilités moins enchâssées dans les réseaux locaux ; en conséquence, les repères fondés sur la proximité personnelle avec les élus et l'ancre local des candidatures pèsent moins. Dans ce contexte, la politique nationale fonctionne comme une grille de lecture disponible, immédiatement intelligible, qui permet de hiérarchiser une offre municipale fréquemment perçue comme peu lisible. Les données le montrent nettement : en octobre 2025, 38 %³ des 18-24 ans déclarent que leur opinion sur la politique du président et du gouvernement jouera un rôle déterminant dans leur vote municipal, 41 % jugent déterminante l'étiquette politique des listes (contre 30 % et 37 % chez les 35 ans et plus), et 25 % estiment déterminantes les consignes partisanes (contre 16 % chez les 35 ans et plus). Les

1. Étude Ifop pour l'Association nationale des conseils d'enfants et de jeunes (Anacej) et le Forum français de la jeunesse (FFJ), réalisée par questionnaire auto-administré en ligne du 11 au 18 février 2020 auprès d'un échantillon de 1 195 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 à 25 ans.

2. Anne Muxel, « Entre indifférence et protestation, à coup sûr une distance est de mise », Anacej, 20 mars 2024.

3. Étude Ifop pour *La Tribune Dimanche*, réalisée par questionnaire auto-administré en ligne du 21 au 28 octobre 2025 auprès d'un échantillon de 4 044 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Les données affichées ici concernent les communes de 5 000 habitants et plus.

résultats de l'enquête auprès des étudiants d'Aix Marseille Université éclairent le mécanisme social sous-jacent : l'univers de référence politique des étudiants reste d'abord national, avec un intérêt très supérieur pour la présidentielle (84 %) plutôt que pour les municipales (46 %). On peut ainsi lire la nationalisation comme un réducteur d'incertitude : faute d'un ancrage local stabilisé, l'étiquette et les alignements nationaux servent de repères pour « faire tenir » le choix municipal, en donnant au scrutin une conflictualité compréhensible et des frontières symboliques claires. Autrement dit, pour une partie des 18-24 ans, le national n'éclipse pas le local : il constitue la grille de lecture qui permet de se positionner sur une élection de proximité.

Le coût d'entrée de l'engagement municipal chez les jeunes

La nationalisation du scrutin municipal s'accompagne, chez les jeunes, de modalités d'engagement souvent moins continues : la disposition à s'investir peut être réelle, mais elle se trouve rapidement contrainte par les exigences d'une implication suivie dans le temps. Martial Foucault, professeur à Sciences Po Paris, met d'abord en avant un facteur très concret, la rareté du temps disponible, dans une période de trajectoires marquées par les études puis l'insertion professionnelle¹.

Il souligne toutefois que ces contraintes pratiques se doublent de freins plus politiques : formes de moindre reconnaissance, barrières d'accès et difficultés à être pleinement considéré comme un acteur légitime, ce qui limite l'accès effectif aux responsabilités. Cet ensemble contribue à l'affaiblissement du renouvellement générationnel dans les exécutifs locaux :

la proportion de maires de moins de 35 ans serait passée de 12 % il y a vingt ans à 4,7 % aujourd'hui. Pour Martial Foucault, cette dynamique s'explique également par la massification de l'enseignement supérieur et par la technicisation du mandat local, qui élèvent le « seuil d'entrée » dans la vie municipale. Dès lors, l'enjeu ne consiste pas seulement à susciter des vocations, mais à aménager des conditions, matérielles autant que symboliques, permettant de convertir une disposition à s'engager en participation durable².

Les deux faces d'une même difficulté

Les deux dynamiques mises en évidence – nationalisation des repères de vote et coût d'entrée de l'engagement – apparaissent moins comme deux phénomènes juxtaposés que comme les deux faces d'une même difficulté : celle de se projeter durablement à l'échelon local. D'un côté, lorsque l'ancrage territorial est moins stabilisé et que les sociabilités locales pèsent moins dans la formation des préférences, le recours à des catégories nationales (étiquette, jugement sur l'exécutif, consignes partisanes) fonctionne comme un dispositif de mise en lisibilité : il réduit l'incertitude, clarifie les oppositions et permet de « tenir » un choix municipal en l'inscrivant dans un univers politique déjà familier. De l'autre, cette même distance au local se retrouve dans la difficulté à convertir une disposition générale à « faire de la politique » en un investissement régulier dans la vie communale : la disponibilité déclarée, y compris sous forme de candidature, se heurte à des contraintes de temps, de trajectoires et de stabilité, mais aussi à des obstacles symboliques (sentiment d'illégitimité, complexité perçue des démarches) qui renforcent l'autocensure.

1. Benoît Floc'h, « La vie politique municipale en mal de jeunes », *Le Monde*, 19 novembre 2025.

2. Sophie Le Gall, « Citoyenneté : l'engagement des jeunes à la loupe », MairesdeFrance.com, 1^{er} décembre 2025.

Une carte des priorités qui se redessine auprès des jeunes électeurs

Enfin, la singularité du rapport des jeunes générations aux élections municipales de 2026 tient à la manière dont elles déterminent leur vote. Dans ce paysage, la sécurité s'impose comme le repère structurant du scrutin¹ : 76 % des Français déclarent qu'elle sera déterminante dans leur choix. Même si la sécurité reste le premier enjeu cité par les 18-24 ans, sa centralité est toutefois moins marquée dans cette tranche d'âge : ils ne sont « que » 66 % à la considérer comme déterminante, soit un écart d'environ dix points avec l'ensemble de l'électorat. Ce différentiel renvoie d'abord à une perception du risque structurellement plus élevée chez les plus âgés : avec l'âge, le sentiment de vulnérabilité progresse et la sécurité tend davantage à s'imposer comme enjeu englobant, tandis que les plus jeunes expriment une inquiétude sécuritaire moins élevée, et donc une moindre propension à faire de cet enjeu le premier critère de choix.

En miroir, la lutte contre le dérèglement climatique à l'échelle locale apparaît comme un marqueur générationnel : 40 % des 18-24 ans la jugent déterminante, contre 31 % chez les 35 ans et plus. L'écart ne relève pas seulement d'une préférence idéologique : il reflète une socialisation plus forte au risque climatique comme horizon de vie, et la conviction que l'action publique locale constitue l'un des niveaux où la réponse au changement climatique se traduit concrètement. Il renvoie ainsi à une forme de vulnérabilité anticipée : la sécurité renvoie à des risques

immédiats, tandis que le climat pèse davantage, chez les plus jeunes, dans la représentation des risques à moyen terme.

On observe enfin des écarts cohérents avec des positions sociales et résidentielles différentes : le niveau des impôts locaux compte moins pour les 18-24 ans (49 % le jugent déterminant, contre 63 % chez les 35 ans et plus), ce qui reflète un rapport plus distant aux préoccupations de contribuable-propriétaire immobilier. L'offre de soins demeure un enjeu important, mais elle est plus rarement jugée déterminante par les plus jeunes (58 % contre 69 %), sans doute parce qu'ils sont en moyenne moins confrontés à des besoins médicaux réguliers ou à des situations de dépendance. Dans l'enquête menée auprès des étudiants d'Aix Marseille Université, ce point est toutefois à nuancer : parmi les inscrits sur les listes ayant l'intention d'aller voter aux élections municipales de 2026, « l'offre de soins et les services de santé » arrivent nettement en tête des attentes à l'égard du futur maire (85 % « prioritaire »), devant la sécurité (69 %) et la lutte contre la pollution (69 %). Dans ce sens, on peut effectivement observer une nette variation idéologique dans la hiérarchie des priorités. À gauche, les priorités se structurent davantage autour de la santé et des enjeux environnementaux : l'offre de soins est jugée prioritaire par 90 % des étudiants se situant à gauche (jusqu'à 92 % « très à gauche »), tandis que la lutte contre la pollution (80 %) et contre le dérèglement climatique (78 %) arrive à des niveaux élevés. À l'inverse, à droite, la priorité se déplace fortement vers la sécurité : elle est jugée prioritaire par 89 % des étudiants se situant à droite (jusqu'à 92 % « très à droite »), alors que la lutte contre la pollution (43 %) et surtout le climat (35 %) reculent nettement.

1. Frédéric Dabi et Brice Soccol, *L'écharpe et les tempêtes. Face aux maires, la défiance inattendue ?*, La Tour-d'Aigues, l'Aube, 2025, pp. 38-39.

Génération désenchantée ? Mythes et réalités de l'engagement des jeunes en 2026

– Dorian Dreuil

Expert associé à la Fondation Jean-Jaurès, directeur d'études de l'Institut Bona fidé

En matière d'engagement, l'âge est une grille de lecture qui laisse souvent le diagnostic rapide et le verdict sévère : désengagement, individualisme, retrait. C'est un raccourci commode : si les jeunes participent moins aux formes traditionnelles de la vie civique, on en conclut dès lors qu'ils seraient moins concernés par la vie de la Cité. Et si l'engagement, c'était mieux avant ? À écouter certains plateaux ou commentaires de studios radio, l'engagement n'échappe pas à la nostalgie du temps passé. Si bien qu'une des caractéristiques qui relie chaque génération entre elles est peut-être de penser que les jeunes sont toujours moins engagés qu'ils ne l'étaient eux-mêmes. C'est particulièrement vrai concernant la «Gen Z», qu'on accuse de tous les maux, dont celui du retour à l'individualisme et au nombrilisme. La baisse du temps d'attention, la montée des réseaux sociaux, les ruptures technologiques ont servi d'alibis pratiques pour véhiculer les poncifs de jeunesse désengagées et repliées sur elles-mêmes. Les mythes ont la vie dure, particulièrement quand il s'agit des jeunes. Pourtant, cette étude réalisée par l'Ifop pour Aix Marseille Université et la Fondation Jean-Jaurès montre une tout autre réalité et déconstruit le mythe d'une «génération désenchantée» de l'engagement. Pour le dire autrement, l'étude nous invite à d'abord regarder le désir d'agir, puis analysons les raisons du passage à l'action.

Le malentendu générational : la fabrique d'une représentation du désengagement

«Tout est chaos.» La formule, empruntée à la chanson de Mylène Farmer, pourrait servir de résumé du climat d'époque tel qu'il est souvent décrit par les jeunes : crises écologiques, incertitudes économiques, tensions internationales, polarisation politique. De quoi dresser les conditions d'une «démo-anxiété» à sa phase la plus aiguë. Dans les représentations des jeunes, cette accumulation de menaces devrait produire du retrait, voire de la résignation. Les jeunesse de 2026 auraient presque toutes les raisons objectives de se désengager et de laisser de côté les tristes affaires du monde. C'est d'ailleurs ainsi que se construit, dans le débat public, la figure de la «jeunesse désengagée». Une représentation commode, qui s'appuie moins sur des données que sur des comparaisons nostalgiques ou – pire – des comparaisons intergénérationnelles infondées C'est un réflexe semi pavlovien, chaque génération tend à relire sa propre jeunesse comme plus militante que la suivante. Ce biais mémoriel fabrique un récit de déclin continu de l'engagement qu'on ne retrouve pas dans cette enquête auprès des étudiants d'Aix Marseille Université.

Analyser l'engagement des jeunes, c'est d'abord regarder le désir d'agir. Or ce désir n'est pas absent des réponses des étudiants aux questions de l'enquête. Il est, au contraire, structurant, lorsque l'on observe les représentations qu'ils ont d'eux-mêmes.

L'image d'une jeunesse en retrait de la vie civique ne fonctionne donc pas. Dans l'enquête, 67 % des répondants se déclarent engagés pour une cause. Plus intéressant encore, ce sentiment progresse avec l'âge au sein même de la jeunesse : 70 % chez les 22-24 ans, 72 % chez les 25 ans et plus. L'engagement n'apparaît donc pas comme un attribut générationnel en déclin, mais comme une tendance qui se consolide avec l'expérience à mesure que les années passent. Ce que mettent en exergue ces premières données est davantage un décalage entre la représentation sociale d'une jeunesse démobilisée et la perception qu'ont les répondants de leur propre implication. L'engagement ne s'éteint pas ; il change d'expression. Le véritable biais consiste à mesurer ce désir uniquement à l'aune des formes héritées : partis, syndicats, militantisme structuré. Dès que l'on élargit la focale, l'image change. Ce n'est pas la disparition du désir d'engagement que l'on observe, mais la fin de son monopole institutionnel.

Un autre stéréotype associe volontiers engagement des jeunes et radicalité, voire tentation de la violence. Là encore, les données obligent à nuancer. Lorsqu'on observe les formes d'engagement effectivement expérimentées, la conflictualité violente apparaît ultra-minoritaire : seuls 2 % des répondants déclarent avoir participé à des actes de revendication violents au cours des deux dernières années, contre 98 % qui ne l'ont jamais fait. À l'inverse, 9 % déclarent avoir participé à des actions de désobéissance civile, qui relèvent du registre protestataire, mais non violent et que l'histoire de l'engagement associatif a connu par le passé. L'image d'un engagement plus brutal tient davantage du fantasme de reportages isolés que de l'observation des représentations de l'opinion que les jeunes se font d'eux-mêmes.

Une jeunesse engagée en pratique : quand les répondants démentent le récit

« Tous mes idéaux : des mots. » La suite du couplet de la chanson de Mylène Farmer pourrait illustrer le soupçon souvent porté sur la jeunesse : beaucoup de

discours, peu d'actes et un Rubicon à franchir entre l'indignation et le passage à l'action. Là encore, les résultats de l'enquête racontent une autre histoire. Les idéaux ne restent pas à l'état de déclaration ; ils se traduisent en pratiques. Pourquoi les jeunes s'engagent-ils, et surtout comment donnent-ils corps à leurs convictions ?

Premier enseignement intéressant : l'engagement est une réalité vécue. 86 % des répondants déclarent avoir déjà participé à une action conventionnelle ou institutionnelle, et 54 % à des actions non conventionnelles, mais non violentes. Ces chiffres traduisent une familiarité avec l'action collective bien plus large que ne le suggère le débat public. Surtout, l'engagement ne se fait pas qu'en ligne, en partage de *story* sur Instagram. 87 % des répondants ont déjà mené des actions *offline*, contre 36 % en ligne. Cette donnée nuance fortement la représentation d'un militantisme cantonné aux réseaux sociaux. Le numérique apparaît comme un outil parmi d'autres, non comme un substitut à l'action réelle.

L'environnement constitue un autre révélateur des raisons de l'action. Sur ce terrain, les dispositions à agir sont quasi consensuelles : 98 % des répondants se disent prêts à s'engager dans au moins une action de protection de l'environnement, et 12 % dans l'ensemble des actions proposées. C'est la confirmation ici qu'il s'agit d'une cause fédératrice, qui donne sens à l'engagement. Ces motivations se traduisent dans les comportements. 87 % se disent prêts à renoncer à la livraison de fast-fashion, 86 % à acheter ou vendre des vêtements de seconde main, 78 % à privilégier des produits fabriqués dans le pays. Les répondants expriment ainsi une politisation des choix de consommation : l'action passe par des arbitrages quotidiens, répétés, cohérents avec leurs systèmes de valeurs. Les causes jugées comme importantes, véritables « drivers de mobilisation » confirment cette logique. Les niveaux d'adhésion ultra majoritaires portent d'abord sur des enjeux de société : 97 % jugent importantes les causes liées aux droits des femmes, 96 % à la défense des droits humains, 95 % à la lutte contre le dérèglement climatique, 94 % à la lutte contre les discriminations. S'y ajoutent les droits des personnes LGBT (84 %), les projets locaux (84 %), la lutte contre les violences policières (83 %) ou le bien-être animal (81 %). On observe ici l'adhésion à

des causes transversales, souvent liées à l'égalité, à la dignité et à la protection du vivant.

Le deuxième enseignement notable concerne les modalités d'engagement. On aurait pu formuler l'hypothèse qu'en contexte de précarité étudiante et de tensions sur le pouvoir d'achat, le don financier serait marginal au profit du don de temps. Les résultats montrent l'inverse. 79 % des étudiants déclarent avoir déjà fait un don direct à une personne dans le besoin, et 61 % avoir déjà fait un don à une association ou à une fondation, contre 57 % ayant déjà fait du bénévolat. Si l'on regarde l'engagement actuel, l'écart reste net : 43 % déclarent donner actuellement en direct, 28 % à des organisations, contre 23 % qui sont engagés actuellement dans du bénévolat. Ce renversement relève du signal faible. Il suggère que, pour beaucoup d'étudiants, la ressource la plus rare n'est peut-être pas l'argent, mais le temps disponible. Entre études, emplois étudiants, mobilités et contraintes de parcours, le temps apparaît comme une variable sous tension. Le don financier devient alors une forme d'engagement plus compatible avec des rythmes de vie fragmentés.

L'analyse des réponses montre enfin que les raisons de l'action sont concrètes, situées, souvent liées à des enjeux perçus comme immédiats. Les raisons de l'action montrent que les jeunes redéfinissent aussi les formes par lesquelles ce passage à l'acte se manifeste.

La question des possibilités d'engagement

Pris ensemble, ces résultats dessinent un paysage assez clair. Les étudiants interrogés ne manquent ni de désir d'agir ni de raisons pour le faire.

Cela doit nous amener, nous autres moins jeunes, à déplacer la focale quand on analyse l'engagement des jeunes. La question n'est peut-être plus d'évaluer la jeunesse à l'aune de son rapport à l'engagement, majoritairement affirmé ici, ni même à l'aune des causes qui la mobilisent, nombreuses et fortement investies, notamment concernant l'environnement. Elle porte davantage sur les véhicules d'actions disponibles.

Partis, syndicats, associations, institutions représentatives ont été pensés pour des formes d'engagement plus continues, plus verticales, plus durables. Or, les pratiques observées dans l'enquête relèvent souvent d'engagements situés, modulables, compatibles avec des trajectoires étudiantes instables et des identités politiques plurielles. Autrement dit, ce n'est pas aux jeunes de se conformer aux formats hérités de la participation civique ; ce sont les possibilités d'engagement qui sont mises au défi de s'adapter à des formes de mobilisation plus diffuses, plus ponctuelles, mais pas moins réelles.

À défaut, le risque n'est pas le désengagement des jeunes, mais le décrochage des institutions par rapport à leurs manières d'agir.

Table des matières

- 02 Introduction. Demain c'est (pas) loin. Ce que veut la jeunesse
Éric Berton
- 04 Radiographie des étudiants d'Aix Marseille Université
Antoine Bristielle
- 06 Panorama d'une jeunesse bel et bien engagée
- 09 Les étudiants d'AMU, entre optimisme individuel, sentiment de solitude et inquiétude collective
- 11 Les valeurs de la jeunesse
- 13 Radiographie politique des étudiants d'AMU
- 14 *Quid* des élections municipales ?
- 17 L'image des villes d'Aix et Marseille
- 18 Conclusion
- 19 Les jeunes et les municipales à la veille du scrutin 2026
Nicola Gaddoni
- 19 Des municipales « lues » à l'aune du national
- 19 Le coût d'entrée de l'engagement municipal chez les jeunes
- 20 Les deux faces d'une même difficulté
- 21 Une carte des priorités qui se redessine auprès des jeunes électeurs
- 22 Génération désenchantée ?
Mythes et réalités de l'engagement des jeunes en 2026
Dorian Dreuil
- 23 Le malentendu générationnel : la fabrique d'une représentation du désengagement
- 23 Une jeunesse engagée en pratique : quand les répondants démentent le récit
- 24 La question des possibilités d'engagement

Reconnue d'utilité publique dès sa création, **la Fondation Jean-Jaurès** est la première des fondations politiques françaises. Elle est présidée par **Jean-Marc Ayrault**.

Indépendante, européenne et sociale-démocrate, elle se veut depuis plus de trente ans un lieu de réflexion, de dialogue et d'anticipation.

La collection des « Rapports », dirigée par **Laurent Cohen** et **Jérémie Peltier**, répond à l'ambition de faire naître analyses pertinentes et propositions audacieuses, mais aussi de mettre cette production intellectuelle et politique au service de tous.

© Éditions Fondation Jean-Jaurès
12, cité Malesherbes - 75009 Paris

www.jean-jaures.org

POUR FAIRE VIVRE LE DÉBAT, **SOUTENEZ-NOUS !**

Pour poursuivre ses missions d'intérêt général, la Fondation Jean-Jaurès a besoin de votre soutien.

Reconnue d'utilité publique depuis sa création en 1992, elle peut recevoir des dons et des legs des particuliers et des entreprises.

VOUS ÊTES UN PARTICULIER

Les dons des particuliers bénéficient d'une réduction d'impôts sur le revenu égale à 66 % de leur montant, dans la limite de 20 % du revenu imposable, ou de 75 % de vos dons versés au titre de l'IFI dans la limite de 50 000 euros (les dépassements de ces seuils sont reportables sur cinq ans).

Par exemple, un don de 100 € revient à 34 € pour un particulier imposable.

VOUS ÊTES UNE ENTREPRISE

Les dons des personnes morales de droit privé assujetties à l'impôt sur le revenu ou à l'impôt sur les sociétés bénéficient d'une réduction d'impôt de 60 % pris dans la limite de 0,5 % du chiffre d'affaires (les dépassements de ces seuils sont reportables sur cinq ans).

Dans le cas d'un don de 10 000 €, vous pourrez déduire 6 000 € d'impôt, votre participation aura effectivement coûté 4 000 € à votre entreprise.

COMMENT FAIRE UN LEGS ?

Avec la disposition testamentaire du legs, vous pouvez transmettre tout ou partie de votre patrimoine à la Fondation Jean-Jaurès.

Il faut rédiger un testament et le faire authentifier par un notaire. Tout ou partie des biens peuvent être légués, quels qu'ils soient (somme d'argent, titres, œuvres d'art, immeubles...). Il faut respecter la règle de la quotité disponible s'il y a des héritiers, ou, à défaut d'enfants, le conjoint a une réserve d'un quart du patrimoine ; si ce n'est pas le cas, les biens peuvent être légués en totalité.

BULLETIN DE SOUTIEN

Mon soutien à la Fondation Jean-Jaurès

- 20 euros 50 euros 100 euros 200 euros
 500 euros 1 000 euros Autre montant _____ euros

Je choisis de faire un don :

- à titre personnel
 au titre de la société suivante :

Destinataire du reçu fiscal : _____

N° _____ Rue _____

Code postal _____ Ville _____

- Par chèque, à l'ordre de la **Fondation Jean-Jaurès**
À renvoyer à : Fondation Jean-Jaurès, 12 Cité Malesherbes, 75009 Paris
- Par virement bancaire, daté du : _____
au profit du compte Fondation Jean-Jaurès
IBAN : FR76 4255 9100 0008 0154 2120
862 BIC : CCOPFRPPXXX

Sur HelloAsso



Derniers rapports et études :

02_2026 : La social-écologie en action. 15 expérimentations municipales
Amandine Clavaud, Timothée Duverger, Achille Warnant (coord.)

02_2026 : Pour un nouvel esprit d'entreprise. Un modèle d'entreprise responsable, ancrée et démocratique pour la France et l'Europe
Timothée Duverger, Thierry Germain, Dominique Potier, Robin Troutot, Boris Vallaud

01_2026 : Pour une nouvelle réflexion transpartisane sur la décentralisation
Camille Chaussinand, Jacques Dubay, Didier Locatelli, André Vallini

01_2026 : Soigner l'expérience sensible. Trente propositions pour les élections municipales de 2026
Paul Klotz

12_2025

Que vive la laïcité ! 50 contributions pour les 120 ans de la loi de 1905
Hadrien Brachet, Iannis Roder, Laurence Rossignol, Milan Sen (coord.)

11_2025

Vers des déserts médiatiques en France. La démocratie peut-elle survivre sans médias ?
Émilie Agnoux, Jean-Laurent Cassely, Loïg Chesnais-Girard, Dorian Dreuil, Fabrice Février, Élise Lalanne-Larrieu, Franck Leroy, David Medioni, Anne Muxel, Jérémie Peltier

11_2025

L'eau, un bien commun sous tension. Repenser son financement pour assurer son avenir
Arnaud Bazire, Benoît Calatayud, Esther Crauser-Delbourg

11_2025 : L'écologie du quotidien, ou comment les personnes vulnérables sont écolos sans le dire
Benoît Calatayud, Bruno Morel, Lucile Schmid

10_2025 : Vivre le risque. Les Français et les décideurs locaux face au dérèglement climatique
Émilie Agnoux, Antoine Bristielle, Benoît Calatayud, Jean-Philippe Dogneton, Jean-Louis Grosse-Delasalle, Isabelle Gulphe-Lachaud, Paul Klotz, Maëlle Lapointe, Lennie Stern, Adélaïde Zulfikarpasic



fondationjeanjaures



@j_jaures



fondation-jean-jaures



www.youtube.com/c/FondationJeanJaures



fondationjeanjaures



fondationjeanjaures



fondationjjaures.bsky.social



bit.ly/4g6UANC

Abonnez-vous !



www.jean-jaures.org

Fondation
Jean Jaurès
EDITIONS